

Ukraine : le président Zelenski évoque un génocide contre la nation ukrainienne

Description

Le 3^e avril, alors que le désengagement de certains matériels et troupes russes de quelques villes d'Ukraine a permis de commencer à mesurer l'ampleur et la violence des exactions, le président ukrainien a accusé la Russie de procéder à un « génocide » à l'encontre de la nation ukrainienne, que Moscou chercherait à éliminer. « Nous sommes les citoyens de l'Ukraine. Nous comprenons plus de 100 nationalités. Il s'agit de la destruction et de l'extermination de toutes ces nationalités », a déclaré Volodymyr Zelenski alors que parvenaient au monde les images de fosses communes, de corps de civils exécutés sommairement et jonchant les rues de la ville de Boutcha, près de Kyiv. Dès après la Procureure générale ukrainienne Iryna Venediktova, les corps de 410 civils, dont certains exécutés les mains liées, ont été identifiés dans les districts situés aux abords de la capitale libérée de la présence militaire russe.

De son côté, le ministre russe de la Défense, qui prétend que l'armée russe n'a pas tué de civils à Boutcha, a qualifié les photos et vidéos diffusées de « mises en scène ».

Le 27 février, trois jours après le début de l'invasion russe du pays, l'Ukraine avait déposé une plainte auprès de la Cour internationale de justice à La Haye, accusant la Russie de « planifier des actes de génocide ».

Le Président ukrainien a invité les mères des soldats russes à examiner les photos qui circulent désormais, qualifiant les fils qu'elles ont élevés de « meurtriers, pillards, bourreaux ». Il a souligné qu'il n'avait d'autre choix que de mettre de côté ses sentiments personnels, sa colère et son dégoût, et de poursuivre un éventuel dialogue, préconditionné à un cessez-le-feu, avec son homologue russe. Pour V. Zelenski, un retrait complet des forces russes d'Ukraine « jusqu'à leurs frontières » le 24 février serait nécessaire pour pouvoir commencer à discuter.

V. Zelenski a rejeté sa proposition de statut de neutralité, dotée de garanties de sécurité, en préservant la souveraineté de l'Ukraine et une armée forte. Mais, le même jour, le Secrétaire d'État américain Antony Blinken, déclarant que Washington continuerait de soutenir l'Ukraine, n'a pas évoqué les garanties de sécurité. Or, V. Zelenski a répondu qu'il ne pouvait se satisfaire d'une vague assurance.

Sources : Kyiv Post, Meduza.

date créée

03/04/2022

Champs de mots

Auteur-article : Céline Bayou